

[Direct entreprises](#)[Les grandes sagas industrielles](#)**Isère**

Finances du Département : les voyants sont au vert

Très peu endetté et fort d'une grande capacité d'investissement, le Département de l'Isère se porte bien. Très bien même en 2023, avec une centaine de millions d'euros de recettes supplémentaires au budget en cours et à la suite du compte administratif 2022. Que faire de cet argent ? Majorité et oppositions en ont débattu ce vendredi en conseil.

Jean-Benoît Vigny - 30 juin 2023 à 18:35 | mis à jour le 30 juin 2023 à 19:11 - Temps de lecture : 5 min





En comptabilité, les chiffres ont ceci de pratique qu'on ne peut pas leur faire dire n'importe quoi. Le constat sur la bonne santé financière du Département n'est donc pas partisan. Et ce constat, bien des communes et intercommunalités en rêveraient. Voici donc une collectivité dont les recettes augmentent plus que les dépenses (+4,6 % contre +2 %). Une collectivité dont la capacité de désendettement figure parmi les meilleures de France. Dont l'épargne brute (sa capacité d'autofinancement) est en hausse de 17,6 % (soit 276 M€). Bref, une collectivité dont tous les ratios sont au vert.

■ Le Département profite malgré lui de l'inflation

Les raisons tiennent autant à la bonne gestion de longue date des finances publiques du Département qu'à des effets conjoncturels récents. D'abord ceux liés à l'inflation galopante, sur laquelle est indexée la compensation de la taxe foncière que les départements ne perçoivent plus directement depuis 2021. Dans les caisses ? 27 M€ de plus. Ensuite, un marché de l'immobilier dont le Département a bénéficié de l'explosion en 2022 via les frais de mutation, dont il avait revalorisé le taux, opportunément pour les finances publiques, moins sans doute pour les propriétaires. En tout, donc, une manne de près de 70 millions (plus ou moins) inattendue à laquelle s'ajoutent 50 autres en 2023, en partie pour les mêmes raisons. « Mais nous avons des dépenses supplémentaires en fonctionnement, notamment 13 M€ pour la politique de l'éducation et, en investissement, une croissance de 11,6 M€, a prévenu Julien

Polat, vice-président aux finances. Ça nous a aussi permis d'investir 15 M€ (ce vendredi) pour le CHU ou d'être réactifs [sur le pont de Brignoud](#). Et nous pouvons ainsi ramener nos emprunts de 152 M€ à 47 M€. »

■ « Pourquoi thésauriser quand les besoins criants se font ressentir ? »

Et c'est là que ça a tiqué pour le groupe de gauche. « Votre choix est donc d'affecter l'essentiel de ces recettes à la réduction de l'emprunt, a regretté Thierry Badouard. À quoi bon une bonne santé financière et une très forte capacité d'investissement si c'est pour thésauriser quand les besoins multiples et criants se font ressentir dans tout notre département ? Vous avez peur de votre ombre, agissez maintenant pour répondre aux crises actuelles. »

■ « Vos leçons de morale, vous pouvez les garder »

Ce procès en thésaurisation n'a, on s'en doute, pas été du goût de la majorité. « L'action du Département, elle est là, bien présente, a martelé Jean-Pierre Barbier. Vos leçons de morale vous pouvez vous les garder, nous n'avons pas à rougir de ce que nous faisons au quotidien. » Julien Polat s'engouffrait dans le boulevard : « À entendre l'opposition, le Département réduirait la voilure alors que le budget supplémentaire corrige le budget primitif de 1,2 milliard, fort d'un investissement historique de 400 millions et d'une croissance de 7 % des dépenses. Mais si la situation est encore bonne, c'est parce que, de tradition, nous avons toujours été prudents. Et il serait absurde de changer cette recette. »

L'info en +

Le budget supplémentaire délibéré ce vendredi visait à intégrer les résultats de l'exercice 2022 comprenant, d'une part, les dépenses et recettes engagées, non réalisées en 2022 et donc reportées sur l'exercice 2023, et de l'autre, l'affectation de l'excédent global de clôture du compte administratif 2022.



Le maire de Bourgoin-Jallieu Vincent Chriqui a défendu le déploiement et l'efficacité des caméras de vidéoprotection. Photo Le DL /Jean-Benoît Vigny

Vidéoprotection : une aide aux communes volontaires

Depuis 2019, le Département accompagne financièrement les communes (jusqu'à 20 000 €) et leurs groupements pour des projets nouveaux ou de mise à niveau des équipements de vidéoprotection. Dispositif dont il a voté une évolution ce vendredi. « Sur la voie et les espaces publics, elle constitue l'une des composantes de la prévention situationnelle permettant de lutter contre les actes d'incivilité, de malveillance et de délinquance », assurait Anne Gérin. L'objectif : « Faire en sorte que tous les Isérois soient en sécurité à la ville comme à la campagne. »

Le lapsus de Vincent Chriqui...

Dans ce débat, les oreilles des élus grenoblois ont forcément dû siffler. Au point de faire commettre à Vincent Chriqui un joli lapsus : « Depuis que j'ai été élu maire de Grenoble... (rires dans l'hémicycle). Non, je suis très bien à Bourgoin-Jallieu et je ne pense pas à la mairie de Grenoble même en me rasant le matin. » Il poursuivait, plus sérieux : « Un représentant de l'État m'a indiqué qu'il y avait (à Bourgoin) plus de caméras qu'à Grenoble. Et elles sont efficaces, c'est une politique qui a porté ses fruits : la moitié des affaires ont été élucidées dans notre commune avec elles. »

« *Dans une ville criminogène comme Grenoble, ce ne serait pas un luxe* »

Quand bien même une étude scientifique sur le territoire grenoblois affirmait que « 1 % des enquêtes » avaient été élucidées avec l'aide de la vidéosurveillance, la majorité départementale y croit et l'assume : « D'ailleurs, soulignait Franck Benhamou, 90 % de la population y est favorable [77 % selon un sondage OpinionWay 2022, NDLR]. Dans une ville criminogène comme Grenoble, ce ne serait pas un luxe, tout en étant bien convaincu que ce n'est pas la seule solution. Mais je ne comprends pas les raisons de ces oppositions sinon par pure posture. » L'opposition départementale n'a (étonnamment ?) pas réagi aux piques de la majorité. Mais l'adjointe à la tranquillité de Grenoble, Maud Tavel, s'en était, elle, déjà expliquée en janvier dernier dans nos colonnes : « Si la technologie résolvait tout, ça se saurait. Veut-on un monde où on met des caméras à chaque coin de rue ? Je ne suis pas sûre. Ce n'est en tout cas pas ce que l'on porte. »

La ville de Grenoble compte en réalité 118 caméras, contre 102 en 2020.

Economie

Finance et fiscalité



À LIRE AUSSI

"Merci pour ces vingt années de complicité" : en deuil, Jean-Pierre Foucault annonce la mort de son...

Tele-loisirs | Sponsorisé

Baignoire balnéo | 52 modèles à -25% à saisir, garanties, SAV, livraison offerte

Thalassor | Sponsorisé

Charlène de Monaco : elle a beaucoup changé

Tele-loisirs | Sponsorisé

La Ice Smart One est la meilleure montre connectée à moins de 100 euros

Ice-Watch | Sponsorisé

Chez LIDL, ce Lundi, voici ce que vous allez trouver en rayon :

Le Catalogue Lidl | Sponsorisé

[Voir les offres](#)

Elle était une actrice légendaire, maintenant elle travaille du matin au soir

investing.com | Sponsorisé

Charles III et Camilla : leur supposé fils caché "dévasté", il annonce une terrible nouvelle

Gala | Sponsorisé

